

bulletin hebdo



Des ruisseaux de lait et des rochers de fromage

Managua, 28 novembre (ANN). On disait de la Région V que les ruisseaux y étaient de lait et les rochers de fromage. Ces temps ont passé. Aujourd'hui, l'élevage extensif a fait reculer la frontière agricole aux limites des réserves écologiques, sans grand besoin de main d'oeuvre, et il n'y a pas assez de terre pour en donner à ceux qui n'en ont pas. Les désordres récents sont en grande partie l'expression de la problématique de cette région aux structures archaïques, comme l'a expliqué à l'ANN Javier Matus, chercheur du CI-PRES (voir note 1).

La Région V, composée des départements de Chontales, Nueva Guinea et Boaco, se consacre presque exclusivement à l'élevage extensif et constitue au Nicaragua un cas bien à part. C'est là que l'on trouve les plus grandes exploitations, mais aussi les plus grands retards. Zone de latifundia et de moyennes propriétés, la main d'oeuvre agricole entretient avec les propriétaires des relations semi-féodales. On y travaille avant tout pour avoir accès à un lopin de terre et moins pour un salaire. Les éleveurs pratiquent la transhumance : le bétail passe dans la zone tropicale humide, sur les hauteurs, quand la sécheresse de l'été frappe les zones basses. "Il faut donc le double de terres, ex-

plique J. Matus. Quand on abandonne une des deux propriétés, elle reste sous la garde d'une famille à qui l'on permet de cultiver une parcelle. Seuls certains travaux spécifiques, comme le nettoyage d'un pâturage, sont payés".

Les relations sont fondées sur le paternalisme : le patron est souvent le parrain des enfants. Dans ce tissu social, la religion revêt une importance de premier plan. Mais la sorcellerie n'en a pas pour autant disparu. Le paysan du Chontales croit aux sorts et à toutes sortes de pratiques magiques.

Pendant la guerre de libération, il n'y a pas eu de guérilla paysanne dans cette région de tradition conservatrice. La colonne de combattants partie de El Rama et avançant vers Managua n'a intégré que la population urbaine. La Réforme agraire entreprise par la Révolution n'a pas beaucoup changé la tenure de la terre. Au plan national la grande propriété ne représente plus que 9 %, mais 60 % des latifundia se trouvent dans la Région V. Les entreprises agricoles d'état y sont peu nombreuses; quant aux coopératives, leur création a répondu plutôt aux impératifs de la défense militaire. "Fermes d'état et coopératives représentent tout ce dont les propriétaires terriens ont peur. Ils ont

livré une lutte à mort pour démanteler ce secteur ou du moins faire qu'il ne progresse pas", précise J. Matus. Selon lui, ce modèle ne convenait peut-être pas à la région et sans doute il aurait fallu une attention plus générale à la paysannerie. "La collectivisation a bien marché dans la zone pacifique, car la culture y est modernisée. Ce modèle est impossible dans la Région V qui a accumulé un retard technologique important".

SOMMAIRE

Où en est le problème agraire?

Aide extérieure: la droite joue contre la droite

Vers un nouveau système bancaire

Le centre et les extrêmes

Ici vit tabasseur

ONG : une nouvelle logique de la coopération?

40 P 11481



Il n'est en rien étonnant que la sédition d'extrême-droite ait eu lieu avant tout dans cette région. L'UNO y a gagné les élections de façon écrasante (voir note 2). Selon J. Matus, les gens qui bloquaient les routes s'en tiennent aux résultats locaux pour mesurer le rapport des forces au plan national. Les maires séditieux sont de grands propriétaires qui, après avoir poussés les paysans à s'intégrer à la contra, les poussent aujourd'hui à la confrontation avec le gouvernement. "Ils ne veulent pas que les commissions agraires, chargées de recenser et de distribuer des terres à ceux qui en ont besoin, en particulier aux contras, touchent à leurs propres propriétés". Or, dans cette région, même si le gouvernement le voulait, il serait impossible de régler le problème de la pression sur la terre par le seul démantèlement des coopératives et des entreprises agricoles d'état. Aux 6 000 démobilisés de la contra, s'ajoutent 8 000 paysans sans terre et 400 militaires revenus à la vie civile dans le cadre de la réduction des Forces armées ; en tout, 14 400 personnes qui demandent un lopin à cultiver (voir note 3). Il faut donc racheter des terres privées. C'est à cette situation que correspondent les désordres qui ont eu lieu il y a peu : latifundistes et militants de l'UNO ont dans un premier temps poussé les démobilisés et les paysans sans terre à occuper coopératives et fermes d'état. Alors que la distribution de terres avait commencé et que, dans certains endroits, l'on parvenait à des solutions négociées par le dialogue entre les démobilisés et les travailleurs des terres collectivisées, les grands propriétaires, s'appuyant sur un secteur de la contra, ont voulu remettre en cause la Commission agraire et une politique qu'ils jugent "sandiniste". "Non seulement les grands propriétaires ne veulent pas que l'on touche à leurs propriétés, mais en plus ils veulent la disparition des coopératives et des fermes d'état. Pour eux, ce ne sont pas seulement des symboles, ce sont aussi des terres à récupérer. En effet, on prévoit de donner 35 hectares à chaque contra, mais il est impossible de vivre avec une si petite surface, dans cette région d'élevage, sans crédit et sans une aide importante. Ils voient donc l'occasion de reconstituer les latifundia qui avaient été affectées par la Réforme agraire ou d'agrandir les autres". En réalité, dans certains endroits, la reconstitution du latifundium a commencé pendant la guerre contre-révolutionnaire. "Les grands propriétaires se sont servis de la contra pour menacer les petits paysans qui, effrayés, ont quitté la zone précipitamment en vendant leur lopin à bas prix". Aujourd'hui, la "géophagie" des latifundistes, qui depuis quelques mois rachètent des terres, est répartie de plus belle.

C'est dommage, car l'élevage extensif, qui requiert peu de main d'oeuvre et dévore de grandes surfaces, n'est plus adapté. On compte actuellement une tête de bétail pour plus de 3,5 hectares et un travailleur agricole pour 140. Sans parler du désastre écologique que représente le recul de la frontière agricole aux limites des réserves naturelles, et en plus du problème du vol de troupeaux qui décime le cheptel, l'élevage extensif aux techniques archaïques et les formes actuelles de commercialisation ne

permettent pas l'accumulation du capital. Le nombre des intermédiaires tant pour la vente sur le marché national que pour l'exportation est trop élevé. C'est ainsi que le grand propriétaire de la Région V reste davantage un seigneur ou un paysan qu'un chef d'entreprise, ce qui explique qu'il ne s'identifie pas complètement avec les patrons du Conseil supérieur de l'entreprise privée. "Il ne peut faire partie de la vraie bourgeoisie", précise Javier Matus.

Le problème du manque de terre paraît aujourd'hui difficile à résoudre. "La distribution de terres ne peut être la seule solution, même si l'on touche les latifundia. Souvent, les contras étaient des ouvriers agricoles et ils ne veulent pas le redevenir. Pourtant, le marché de la force de travail a disparu...". Pour le chercheur du CIPRES, la solution immédiate consiste à distribuer les terres en friches des entreprises d'état et compléter les coopératives dont les membres ne sont pas assez nombreux pour cultiver toute la surface, de racheter des terres aux grands propriétaires, de créer des emplois productifs et l'infrastructure qui manque. Mais en fait, c'est tout le modèle d'exploitation qui devrait être remis en cause. "Il faudrait introduire des technologies modernes appropriées qui n'entraînent pas de dépendance comme c'est le cas dans la zone pacifique, où tant pour la technologie que pour l'écoulement des produits les producteurs dépendent de l'étranger et sont donc dans une position fragile. On pourrait ainsi libérer des terres, les distribuer aux gens qui en ont besoin et appliquer un autre modèle de développement : en diversifiant les cultures, on répartit les risques économiques et climatiques, on augmente la production des grains de base pour la consommation nationale, on lutte contre les dommages écologiques en plantant des arbres fruitiers et des espèces destinées au bois de chauffage. Ce modèle n'a pas besoin de beaucoup de crédit, donc n'alimente pas l'inflation, et ne demande pas beaucoup de devises".

Mais si la Révolution n'a pu mettre fin au latifundium, ce n'est sans doute pas maintenant que ces changements se feront.

NOTES

1) Centre pour la promotion, la recherche et le développement rural et social, dont le directeur est Orlando Núñez.

2) Résultats généraux de la région :

FSLN : 25,1 % ; UNO : 70,2 % .

Résultats en zone rurale :

FSLN : 19,2 % ; UNO : 75,5 %

(Sources : Conseil électoral, cité par le CIPRES dans "Cuadernos agrarios" no 6)

3) Sources : "Cuadernos agrarios" no 6, CIPRES

OU EN EST LE PROBLEME AGRAIRE?

par Ricardo Gutiérrez

Managua, 22 novembre (ANN/Revista del campo). Au Nicaragua, le problème agraire porte un nom, celui de paysans sans terres. Depuis plusieurs semaines, certains secteurs de la droite manipulent les demandes des démobilisés de la contra, les incitant à occuper des exploitations et attisant la violence dans certaines régions. Y a-t-il suffisamment de terres pour tous? Contrás et militaires démobilisés, paysans qui réclament depuis longtemps, ce sont environ 40 000 familles qui attendent.

Au début, la Commission agraire nationale, constituée à la suite de l'explosion du conflit rural et associant les différents secteurs concernés, avait évalué à 325 000 hectares la surface de terres disponibles dans le pays. Mais l'exploration sur le terrain a prouvé que seulement la moitié de cette superficie, entre terres privées et d'Etat, était propre à constituer une banque de terres pour la répartition. Dans certains régions, les commissions agraires fonctionnent bien et ont déjà procédé au recensement. Il semble d'autre part qu'il y ait consensus entre le gouvernement, l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), l'Association des travailleurs agricoles (ATC) et les contrás pour occuper certaines terres inexploitées, aussi bien privées que d'Etat, en indemnisant leurs propriétaires.

Dans la Région V (départements de Chontales, Nueva Guinea et Boaco), une banque de terres d'environ 30 000 hectares a été formée. Dans la Région VI (départements de Matagalpa et Jinotega), la commission a recensé environ 100 000 hectares à distribuer entre les 6 503 contrás en attente. La majorité correspond à des terres d'Etat situées à la frontière agricole de la zone et abandonnées du fait de la guerre. Mais dans le Nord, l'autre région de conflit, la sous-commission de San Juan de Río Coco, par exemple, n'a repéré qu'une seule propriété appartenant à l'Etat susceptible d'être attribuée. Selon un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, la région dispose de beaucoup plus de ressources mais la commission agraire ne fait pas son travail par volonté politique de certains de ses membres, qui cherchent plutôt à aiguiser le conflit qu'à répondre aux besoins des anciens contrás.

Selon le syndicat paysan, le gouvernement a donc les moyens, s'il le veut, de réduire la pression sur la terre, en soutenant les programmes de cultures, en favorisant la stabilité de l'emploi agricole et en menant une politique de crédit différente de celle qui se pratique actuellement. "Si l'élevage ainsi que la production de café, de coton et de riz sont soutenus, ils peuvent représenter une importante source d'emplois et la pression sur la terre s'atténuera", soutient un dirigeant de l'ATC. Selon lui, 26 000 familles dépendent des 46 entreprises agricoles nationalisées. Pour éviter un démantèlement indiscriminé de ce

secteur d'Etat, qui jetterait à la rue des milliers de salariés agricoles, le syndicat paysan demande que les entreprises soient remises aux travailleurs.

Avec ou sans terres, le paysan privé d'accès au crédit ne peut pas grand-chose. "Cela ne sert à rien de concéder un lopin de terre et d'abandonner les gens après cela", critique un fonctionnaire du système financier. De plus, routes et infrastructures d'approvisionnement nécessaires pour que les bénéficiaires de attributions de terres puissent travailler font défaut. C'est de la volonté gouvernementale que dépend le règlement de ces problèmes qui dépassent la simple recherche et distribution de terre.

AIDE EXTERIEURE : LA DROITE JOUE CONTRE LA DROITE

Managua, 30 novembre (ANN). L'obtention de ressources extérieures est la condition sine qua non de tout projet de relance économique pour le Nicaragua. Le 3 décembre s'ouvrira à Paris une nouvelle Conférence des pays donateurs. Une délégation nicaraguayenne composée du ministre de la présidence Antonio Lacayo et des ministres du cabinet économique s'y rendra après une étape à Madrid où le gouvernement essaiera de négocier la dette de 240 millions de dollars qu'il a envers le gouvernement espagnol.

Sergio Ramírez, ancien vice-président du Nicaragua et actuellement chef du groupe sandiniste à l'Assemblée, rejoindra la délégation à Paris. La présence de l'opposition sandiniste à la Conférence devrait représenter un élément positif et un facteur de confiance pour les pays donateurs, auprès desquels le gouvernement nicaraguayen compte solliciter une aide de 300 millions de dollars.

La présentation de comptes clairs et de preuves d'un début d'assainissement de l'économie nationale seront exigés comme gage de crédibilité et le gouvernement avait prévu de fournir un budget prévisionnel pour 91 approuvé en bonne et due forme par l'Assemblée. Mais celle-ci est depuis quelques jours le théâtre d'un de ces paradoxes caractéristiques de la vie politique nationale : alors que le FSLN a approuvé rapidement le budget de 500 millions de dollars proposé par la présidence, un secteur de la droite rechigne, ajournant le vote et semant mille embûches. Un des principaux arguments est que le budget de l'armée, qui a été réduit de 50 %, est encore trop élevé. A trois jours de l'ouverture de la Conférence, la stratégie du secteur récalcitrant de la droite pour retarder le vote consiste à exiger la constitution d'une foule de commissions aussi nombreuses qu'inutiles, ce qui a provoqué les sarcasmes des députés du Front sandiniste qui ont proposé de former une commission sur la santé men-

tale des députés et sur l'arbre de No l. Plus sérieusement, la vice-présidente du groupe sandiniste Dora María Téllez a condamné l'attitude de ceux qui "entravent les possibilités d'obtenir une aide pour reconstruire le pays".

Une des chances décisives pour l'avenir proche se jouera à Paris dans quelques jours. Il ne manque plus pour le gouvernement qu'obtenir l'appui de ses propres troupes.

VERS UN NOUVEAU SYSTEME BANCAIRE

Managua, 27 novembre (ANN/Barricada). D'ici peu, les banques nationales devront faire face à la concurrence des banques privées. Une nouvelle loi est en préparation après que le thème ait fait l'objet d'un accord entre le gouvernement et les forces syndicales au cours de la concertation : "Le gouvernement pourra, dans le cadre de la constitution, autoriser l'ouverture d'institutions financières privées, avec la garantie que le Système financier national (voir note) continue à être le principal support du secteur agricole, industriel et commercial". Une "super-intendance" des banques sera créée pour régler le fonctionnement du nouveau système. Les syndicats et l'opposition sandinistes avertissent toutefois des dangers d'une restauration du système bancaire en vigueur sous Somoza, qui permettait à quelques groupes de contrôler toute l'activité économique contre les intérêts de la majorité.

UN SYSTEME MIXTE

Le gouvernement espère que la "saine compétition" avec les banques privées rendra plus efficace le Système financier. Au cours d'une rencontre avec les représentants des travailleurs de la banque, le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, déclarait que le Nicaragua ne pouvait plus espérer recevoir de ressources extérieures au titre

NOTE :

Le Système financier national, créé en 1979, réunit les cinq institutions financières suivantes : la Banque nicaraguayenne d'industrie et de commerce (BANIC), la Banque nationale du développement (BND), la Banque populaire (BP), la Banque immobilière (BI) et le Fonds nicaraguayen d'investissement. Chacun de ces établissements est spécialisé dans un certain type d'opération; par exemple, la BND se charge des crédits agricoles et la BP des crédits aux particuliers. La Banque centrale est une institution à part qui décide des lignes directrices de la politique monétaire.

de la solidarité politique. Les fonds arriveront maintenant conditionnés par les critères du FMI et de la banque mondiale. "Nous n'obtiendrons pas de ressources extérieures si celles-ci doivent être administrées par des banques nationales", a affirmé le ministre, citant l'exemple de la Banque interaméricaine de développement qui s'est déclarée disposée à coopérer avec des entreprises nicaraguayennes privées ou mixtes mais préfère canaliser ses fonds à travers ses propres institutions financières ou bien des partenaires privés.

La coexistence entre banques nationales et banques privées nicaraguayennes ou étrangères sera régulée par une nouvelle loi bancaire sous le contrôle d'une "super-intendance" pour éviter de retomber dans les "erreurs du passé", selon le ministre. Le gouvernement ne veut pas de banques monopolistes qui captent les dépôts, comme c'était le cas avant 1979, uniquement pour les réinvestir dans les affaires privées des banquiers.

RECAPITALISER LES BANQUES

Ces bonnes intentions affichées n'empêchent pas le représentant des syndicats de la banque, Efrén Sánchez, de craindre un retour au passé : "La Banque centrale préfère voir s'ouvrir des banques privées plutôt que stimuler le Système financier national en le recapitalisant. Les autorités bancaires ne proposent rien d'autre que la réédition de la loi somoziste de 1963".

Sous le gouvernement sandiniste, de nombreuses donations venant des pays socialistes étaient remises par la Banque centrale aux banques nationales en matière de crédit. Les annulations de dettes pratiquées par le gouvernement pour aider les petits producteurs ont entraîné un important passif des établissements bancaires par rapport à la Banque centrale. La recapitalisation du Système financier national ne sera possible que si les banques nationales ont accès à certaines opérations internationales tels que l'ouverture de crédits extérieurs ou la gestion des exportations. Les banques nationales devraient également être autorisées à travailler avec les dépôts en dollars ou en cordobas-or et à gérer les ressources extérieures drainées par le gouvernement. Actuellement, seule la Banque centrale est habilitée à effectuer ces opérations.

UN COMPROMIS AVEC LE FSLN?

Afin de préparer les banques nationales à la concurrence avec le privé, E. Sánchez préconise leur modernisation. Dans certains établissements, on effectue encore la comptabilité à la main et la communication entre les banques se fait par coursiers. Le syndicaliste demande de plus qu'un moratoire soit établi pour favoriser la relance du Système national, pendant lequel les banques privées ne pourront capter les dépôts publics.

Le FSLN ne pratique pas une opposition de principe aux banques privées. Certaines organisations pro-sandinistes, telle que l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) ont intérêt à avoir leurs propres institutions financières. Le tout sera de respecter le cadre défini par les accords passés à l'issue de la concertation. Il est possible que la nouvelle loi bancaire entraîne une réforme de la constitution, qui stipule que le Système financier est du ressort de l'Etat. L'accord du FSLN à une telle modification pourrait avoir comme condition certaines garanties pour le Système financier national. Dans tous les cas, il sera difficile de freiner l'expansionnisme des banques privées par des dispositions légales.

LE CENTRE ET LES EXTREMES

Managua, 27 novembre (ANN/Barricada). "Le pays ne peut continuer à être tiré tantôt d'un côté, comme pendant les grèves de mai et juillet, et tantôt de l'autre, comme actuellement". C'est ainsi qu'Edmundo Jarquín, député du FSLN, a relancé le débat à l'intérieur du parti au moment où l'extrême-droite provoquait des désordres dans la Région V. Sa contribution, parue dans Barricada le 15 novembre, a entraîné des réactions que le journal a également publiées. Alors que la crise à l'intérieur de l'UNO aboutit à un renforcement des "modérés", certains sandinistes, comme E. Jarquín, prêche en faveur d'une position de centre et d'un "véritable programme national".

Pour E. Jarquín, la crise ouverte par l'extrême-droite est l'occasion de "redéfinitions profondes". Selon lui en effet, le Nicaragua, dont le gouvernement est tiraillé entre les extrémistes de droite et ceux de gauche, est menacé de libanisation. "Aucune position idéologique ne peut excuser la poursuite de ce processus d'auto-destruction (...) Derrière ce va-et-vient dramatique, il y a deux positions extrémistes, dont nous devons nous éloigner rapidement si nous voulons répondre aux aspirations de l'immense majorité des nicaraguayens (...) qui souhaite avant tout la stabilité et la sécurité". Le député sandiniste estime que derrière les grèves se cachait la volonté de ne pas laisser l'UNO gouverner, et même de renverser le gouvernement, à l'encontre des résolutions prises par l'assemblée des forces sandinistes à El Crucero en juin. Mais le gouvernement ne peut gouverner pour ses seuls électeurs, contrairement à ce que demandent les séditions de la Région V. C'est ainsi que le Protocole de transition, la déclaration de l'Assemblée nationale du 10 octobre (voir bulletin 221, "La concertation à nouveau bloquée") et les accords signés à l'issue de la concertation constituent un "véritable programme national" où les positions extrémistes n'ont pas place. "Il y a une valeur supérieure aux idéologies, et c'est le Nicaragua".

Le parallèle établi par E. Jarquín entre les grèves du Front national des travailleurs (FNT) et la sédition de l'extrême-droite a entraîné des réactions chez les militants sandinistes. C'est un autre député du FSLN, Oscar Téllez, qui répondait à E. Jarquín deux jours après dans Barricada. "Selon toi, il faut éliminer les extrêmes pour pouvoir fonder un pays où chacun ait sa place. Je peux partager cette position mais je ne puis cependant être d'accord avec certaines de tes prémisses et c'est pourquoi je rends mes réflexions publiques, d'autant que tu es membre de la direction du groupe sandiniste de l'Assemblée et membre du bureau de l'Assemblée, ce qui rend nécessaire d'opposer à ton opinion celle de ceux qui ne sont pas d'accord avec ta pensée et ne seraient donc pas davantage d'accord avec les actions qui en seraient la conséquence". En effet, pour O. Téllez, les grèves ont été la réponse des travailleurs au gouvernement qui ne respectait pas leurs droits, mais elles ont également servi à signifier qu'on ne pouvait pas exercer le pouvoir contre le Front sandiniste. Les maires et anciens contras de la Région V, quant à eux, veulent la destruction du FSLN et leur action est une invitation à la guerre civile. Une autre différence réside dans l'attitude adoptée par les formations politiques : alors que pendant la grève de juillet, un secteur de l'UNO a pris militairement tout un quartier de Managua, le FSLN, lors des récents troubles, n'a pas exercé de pression sur le gouvernement, le laissant négocier en toute tranquillité, et a reconnu le bien fondé des exigences des contras. "Les grèves ont été la confrontation de deux modèles qui se mesurent. Les troubles de la Région V sont la confrontation entre deux secteurs du gouvernement qui ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le rôle du sandinisme dans la société nicaraguayenne".

Dans une nouvelle contribution parue quelques jours plus tard, E. Jarquín insiste sur l'idée que les grèves du FNT ont été jugées comme une tentative de destabilisation du gouvernement par la majorité de la population. "L'efficacité de l'action politique ne réside pas dans sa valeur intrinsèque, mais dans sa validité sociale : la majorité de la population doit la juger positive. Il n'y a aucun doute que nous, les sandinistes, nous étions convaincus de défendre une juste cause quand nous faisons des barricades (en juillet) tout comme ceux qui les ont construites sur les routes de la Région V. Le problème est que toute la société ne pense pas de la même manière".

La discussion sur un thème aussi important ne pouvait en rester là. C'est Augusto Zamorra, conseiller juridique du FNT, qui a répondu une nouvelle fois à E. Jarquín, se montrant surpris qu'il taxe d'extrémisme ceux qui, "répondant à l'appel de la Direction nationale du FSLN", ont appuyé les grèves du FNT. Pour lui, le gouvernement a lancé en juillet une offensive d'envergure destinée à en finir avec le sandinisme, tandis qu'il a réglé "avec des gants de soie" la crise provoquée par l'extrême-droite. "Accepter qu'il y ait similitude, c'est comme justifier

l'agression étatsunienne (...) Ces considérations insinuent que ceux de "la gauche" sont des anarchistes belliqueux qui ne pensent que guerre et barricades et que face à ces barbares, la civilisation et la majorité, c'est le centre. On peut en conclure que nous nous sommes trompés et nous avons trompé pendant dix ans, que nous nous sommes enfoncés dans une guerre aussi sanglante qu'inutile sans nous rendre compte que le gouvernement que voulait la majorité, c'était celui de *Doña Violeta*. Mais il n'en était pas ainsi. Sans le soutien du peuple, nous n'aurions pas pu résister à l'assaut de l'impérialisme (...) Le vote de février n'est pas un vote réactionnaire (...) Nous appuyons le gouvernement quand il cherche une aide économique, et contre l'extrême-droite. C'est la guerre et les dégâts économiques qui nous ont vaincus, et non notre idéologie. Nous n'avons pas perdu parce que nous sommes révolutionnaires, mais peut-être parce que nous avons cessé de l'être". C'est sans fard que dans le préambule de sa contribution A. Zamorra, pour qui le souhait de stabilité et de prospérité "ne date pas d'aujourd'hui" puisque la Révolution "a été une lutte pour un meilleur niveau de vie, le développement et la liberté", désigne du doigt ceux "qui souhaitent que le FSLN devienne un parti social-démocrate". Il reconnaît que la défaite électorale impose une redéfinition du rôle du FSLN et sa modernisation, mais pour lui cela ne signifie pas l'abandon des principes sandinistes.

ICI VIT UN TABASSEUR

Managua, 27 novembre (ANN). En 1981, un groupe de femmes latino-américaines tenait en Colombie la première rencontre des féministes du continent. Elles déclaraient le 26 novembre Journée internationale de dénonciation de la violence contre les femmes, en hommage à trois dominicaines assassinées à cette date pour s'être opposées à la dictature Trujillo. Au Nicaragua, dans leur immense majorité, les femmes souffrent ou ont souffert de mauvais traitements de la part du compagnon, du père, du frère, du fils, du petit chef. Parce que les instruments juridiques existants sont sous-utilisés, des groupes de femmes s'organisent et ripostent à la violence machiste.

María Lourdes Bolaños, la directrice du centre pour les femmes Ixchen, estime que toutes celles qui connaissent leur Liban à domicile doivent s'unir : "Il faut rompre l'isolement des milliers de femmes qui souffrent de la violence quotidienne au foyer". Elle sait de quoi elle parle : Ixchen voit passer des femmes de tous les âges - et des tous les milieux contrairement aux idées reçues - victimes de mauvais traitements répétés. Dans la moitié des cas, elles se sont vues menacées d'une arme par leur compagnon, lorsque celui-ci a épuisé les menaces psy-

chologiques telle que celle d'enlever les enfants - dont la plupart du temps il ne s'occupe jamais. Les jeunes femmes entre 20 et 30 ans sont les plus touchées. Dans la première année de vie commune, elles sont rares à venir dénoncer les sévices subis, mais avec le temps les plaintes se font aussi fréquentes que les promesses d'amour éternel des adolescents. Une fois sur deux, les femmes doivent passer par l'hôpital et dans 10 % des cas, le choc les oblige à consulter un psychiatre. Si 22 % des victimes affirment que leurs enfants ne souffrent pas de mauvais traitements, la moitié d'entre elles se taisent sur la question. Les cogneurs sont, en majorité, des adeptes de la bouteille. Le centre Ixchen a lancé une campagne de dénonciation, appelant les victimes à venir dans un premier temps chercher assistance médicale, psychologique et juridique, puis à riposter par des moyens légaux contre les auteurs des mauvais traitements, bien que le projet de loi à ce sujet soit encore dans un tiroir.

Face à ce relatif vide juridique, des groupes de femmes dits de "défense populaire" se sont organisés depuis juin. Comme Ixchen, elles reçoivent leurs compagnes maltraitées, les conseillent et, fait nouveau, passent à l'action directe en signalant publiquement les tabasseurs par une inscription à la peinture sur la façade de leur maison : "Ici vit un homme qui maltraite une femme". Armées de leur pinceau dénonciateur, elles se disent que "les hommes y penseront à deux fois avant de cogner". Elles se chargent également d'aller parlementer avec le conjoint à la main leste, qu'elles visitent de préférence sur son lieu de travail. Des femmes d'origine diverses forment ces groupes. Pour beaucoup d'entre elles, c'est l'expérience personnelle des mauvais traitements reçus qui les a poussées à s'organiser. Elles se forment actuellement sur le plan juridique car elles se sont rendues compte que la plupart de celles qui s'adressent à elles ignorent tout de leurs droits et que, souvent, le seul argument qu'elles trouvent à opposer au conjoint cogneur c'est : "Tu n'as pas le droit, tu n'es pas mon père!". Les agresseurs dénoncés à la police sont la plupart du temps relâchés rapidement et souvent sur la requête de la victime elle-même, soumise aux pressions économiques et psychologiques. Cela n'encourage pas la police - dans sa grande majorité masculine - à prendre au sérieux les plaintes reçues et c'est pour cela que les groupes de "défense populaire" invitent les policiers à leurs ateliers. En cinq mois, ces groupes ont pris en charge 180 cas, dont la moitié concernaient des femmes jetées à la rue avec leurs enfants.

A l'occasion du 26 novembre, une assemblée s'est tenue à Managua sur le thème de cette violence spécifique dont sont victimes les femmes, à l'appel de représentantes d'organisation syndicales et professionnelles liées au sandinisme. Milu Vargas, figure du féminisme nicaraguayen, a insisté sur les racines sociales de la violence machiste : "Des milliers de femmes supportent quotidiennement toute la décharge de frustrations et d'angoisse soufferts par les hommes qui considèrent leur compagne comme

leur inférieure et leur propriété. Celles-ci voient rentrer chaque jour un compagnon qui exige son repas sans avoir laissé un seul centime pour le foyer, qui est hors de lui à cause du chômage ou de son travail où l'on exige sans cesse plus d'efforts en échange d'un salaire dérisoire. Les femmes qui travaillent connaissent cette même violence, qui s'ajoute à celle du foyer. Le harcèlement et le chantage sexuels, les viols, les coups, les crimes commis par jalousie, les agressions se font chaque jour plus nombreuses. Nous ne pouvons rester indifférentes car nous savons que seule notre mobilisation pourra mettre fin à cette violence institutionnalisée".

ONG : UNE NOUVELLE LOGIQUE DE LA COOPERATION?

Par Sergio Ferrari

Managua, 28 novembre (ANN). Tous les chemins ne mènent plus nécessairement à Managua en cette période post-sandiniste. La présence "privilégiée" des organismes de coopération pendant ces dix ans de Révolution a besoin aujourd'hui d'être repensée, non seulement à la lumière du changement de gouvernement au Nicaragua, mais également à celle des profondes transformations internationales. C'est en partie les thèmes qui ont été abordés au cours des Troisièmes rencontres des organisations non gouvernementales qui se sont tenues à Managua fin novembre sous le titre "Pour la démocratie et le développement participatif".

LE DEFI NICARAGUAYEN

Jusqu'au 25 avril, le projet national, dans lequel se combinaient de façon originale l'action de l'état, celle des organisations populaires et celle des organismes de coopération, était le cadre du soutien international. Depuis, la rupture que représentent les élections pour la société nicaraguayenne exige, selon les quelque 300 participants aux Rencontres, une redéfinition des stratégies de coopération. Selon le document final, la validité "du projet des secteurs populaires (...) qui garde ses caractéristiques de conscience, d'innovation et de créativité" motive la poursuite de la coopération. Cette expérience d'organisation doit être consolidée en priorité et constitue l'axe central du travail des ONG dans le pays. "La validité et la nécessité de l'aide aux plus pauvres", surtout au moment où "une profonde crise économique et l'implantation d'un modèle néo-libéral affectent gravement la majorité de la population" a été le fondement essentiel de la réflexion.

UN MONDE DIFFERENT

Cependant, les organismes de coopération se posent de multiples questions à propos de la nouvelle réalité internationale dans laquelle ils devront mener à bien leur tâche.

Autogestion, autofinancement, coopération nécessaire mais non irremplaçable ont été analysés à la lumière d'une conception aujourd'hui passée au premier plan, celle d'une coopération qui prenne en compte les critères de rentabilité et d'auto-reproduction des projets mis en oeuvre, celle d'organismes qui agissent dans leur propres pays pour stimuler la réflexion sur les relations Nord-Sud.

La nouvelle dynamique que connaissent les pays du Nord, où les recettes de l'économie de marché et de "réajustements" pour le Sud se multiplient, oblige les ONG à repenser leur action. Il est probable qu'il sera de plus en plus difficile d'obtenir une aide pour des projets "d'assistance"; de plus en plus, on exigera la garantie que les ressources mises à disposition soient potentialisées.

Des aspects aussi importants demandent une réflexion intense et rapide, car les délais ne sont pas illimités. "Le développement alternatif et les nouveaux termes de la coopération" seront les thèmes des IVèmes Rencontres qui auront lieu en novembre 1992 à Managua, juste au moment où, à l'occasion du Vème centenaire de la Découverte, le monde débattrait pour savoir si le voyage de Christophe Colomb a abouti à une rencontre ou à une découverte et si la présence européenne, en cinq siècles, a amélioré la vie des Indiens ou a éteint le sourire de Tupac Amaru.



Apebas dans : *Emancipación e Identidad de America Latina: 1492-1992* (1990)

EN BREF

LES OUVRIERES AGRICOLES du secteur public et privé ont tenu leur assemblée en novembre. Leur situation s'est aggravée d'une manière catastrophique depuis quelques mois. Près de la moitié d'entre elles ont été licenciées : elles étaient 15 355 en 1989 et sont aujourd'hui 8 177 dont 55 % à temps partiel; les salaires moyens atteignent à peine 60 cordobas-or (équivalents à 60 dollars); les prestations sociales ont été supprimées; un tiers des services sociaux (crèche, cantines) ont été fermés; impossible d'avoir accès à une formation; dans certaines entreprises les salaires des femmes sont inférieurs de 25 % à ceux des hommes pour les mêmes travaux. Elles luttent entre autre pour des salaires minimum de 100 dollars et le droit de devenir propriétaires de leurs exploitations.

CANNE. Les 13 000 travailleurs de la canne à sucre sont en grève et occupent les locaux de la Corporation nationale du sucre à Managua. Ils exigent les augmentations de salaires promises par le gouvernement en septembre.

OU SONT-ILS ? Les familles des séquestrés par la contra exigent une réponse sur le sort des 5 000 nicaraguayens disparus après avoir été enlevés et dont ils n'ont jamais plus eu de nouvelles. Le camp contra de Yamales, au Honduras, dans lequel les familles espéraient que certains des leurs étaient retenus, vient d'être fermé sans qu'aucune information ne soit donnée sur les séquestrés.

LA VOIX DE MIAMI. La nouvelle chaîne (privée) Canal 2 prodigue jusqu'à plus soif les programmes télévisés mis en boîte à Miami, une sélection soigneuse de ce qui se fait de plus pauvre sur le plan culturel. Emissions de variétés, feuilletons et spots publicitaires parlent aux nicaraguayens d'une réalité à 10 000 années lumière de la leur, véhiculant les valeurs les plus réactionnaires et les plus misogynes et vantant les bienfaits d'une société de consommation à laquelle ils n'ont aucun accès.

BOMBARDEMENT. Le dimanche 25 novembre, les habitants de Managua (et d'autres régions) n'ont pu échapper à la bonne parole qui leur descendait tout droit du ciel : un petit avion équipé d'une sono ultra-puissante a survolé plusieurs quartiers en martelant son message biblique entrecoupé d'allusions à "Violeta des miracles" (sic). Pendant ce temps, les habitants de certains quartiers de Managua meurent de l'épidémie de "dengue" transmise par les moustiques, car le ministère de la Santé "n'a pas les moyens" de réaliser la nécessaire fumigation par avion, qui revient à 60 000 dollars, pour lutter contre l'épidémie.

SALVADOR. Alors que le gouvernement Cristiani vient d'annoncer que l'offensive de la guérilla était arrêtée, le FMLN a riposté en annonçant que les Forces armées allaient connaître des "journées noires". La guérilla a dénoncé les opérations menées par l'armée sur tout le territoire, la persécution de civils dans les zones de conflit et la guerre psychologique dans les villes. L'activité militaire se poursuit sur la quasi totalité du territoire et le FMLN a annoncé qu'il avait fait 600 victimes dans les rangs de l'armée.

JA/PP

8034 Zurich

 abonnement-poste
 imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino. Apartado 33, Zona 5, Managua.
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.